

Baisse de la redevance : un cadeau empoisonné

Le 8 mars prochain, les électriques et électeurs suisses seront appelés à se prononcer sur une initiative populaire de l'UDC visant à baisser de 335 à 200 francs la redevance due pour la radio et la télévision. Il s'agit là d'une attaque brutale contre le service public audiovisuel suisse.

En voulant réduire drastiquement la redevance, l'UDC remet en question le rôle d'un média public dont la mission est de fournir une information de qualité et de contribuer à la cohésion nationale. La Direction de ce parti veut ainsi ouvrir la voie aux intérêts privés, au risque de voir proliférer le fait divers plutôt que l'analyse et la polémique au lieu du débat.

L'acceptation de cette initiative entraînerait des coupes par centaines de millions de francs, la disparition de milliers d'emplois et une diminution drastique des programmes proposés. De plus, le risque est important que la Suisse latine soit sacrifiée au profit de la Suisse alémanique et que le sport soit délaissé.

Sans crainte d'être censurée

La SSR est une institution imparfaite, certes, mais d'intérêt général. Elle permet de créer des liens importants entre les différentes régions de Suisse. Grâce au système de financement indépendant (la redevance), elle peut travailler sans crainte d'être censurée, de perdre un annonceur ou un actionnaire. Elle peut, en toute indépendance, tester, enquêter ou dénoncer. Elle peut développer des offres qui ne sont pas rentables mais qui ont une valeur démocratique, culturelle ou citoyenne, et qui relèvent de notre identité nationale.

Le climat politique actuel aux États-Unis, par exemple illustre bien les conséquences d'un paysage médiatique dégradé, dominé par des intérêts privés et la mainmise d'une poignée de milliardaires sur l'information.

Si l'initiative « 200 francs, ça suffit ! » était acceptée, la SSR n'aurait plus les moyens de remplir sa mission, en particulier en Suisse romande et au Tessin. Le public devrait se contenter de contenus alémaniques sous-titrés. Qui ira à la rencontre des gens pour faire entendre la voix de celles et de ceux qui sont peu visibles dans les médias ? Sûrement pas les plateformes de *streaming* ni les programmes étrangers diffusés en Suisse.

L'Essor contre le démantèlement

À L'Essor, nous avons la conviction que le service public n'est pas un concept vide de sens. Il nous appartient à tous. Son démantèlement n'aiderait pas le pays, ni la population, ni même les médias privés.

L'initiative de l'UDC est un danger pour le pays. Économiser 135 francs par année sur sa redevance peut paraître attrayant. Mais, en réfléchissant bien, on arrive à la conclusion qu'il s'agit d'un cadeau empoisonné qui affaiblira l'impartialité de l'information et qui ne profitera finalement qu'aux quelques milliardaires qui veulent saper l'indépendance de la presse.

Nous vous invitons tous à voter le 8 mars. Il est indispensable de lutter contre cette initiative qui a un relent antidémocratique.

Rémy Cosandey

43^e conférence générale de l'UNESCO

C'est dans la magnifique ville historique de Samarcande en Ouzbékistan qu'a eu lieu cette année – pour la première fois depuis plus de 40 ans hors de Paris – cette rencontre bisannuelle des 194 États membres de l'UNESCO.

On pensera ce qu'on veut des efforts souvent infructueux de l'ONU pour faire taire les armes, des CoP sur le climat que l'on croit peu suivies d'effets ou des tables rondes multipartites qu'on qualifiera d'inutiles. On peut même s'en plaindre à haute voix, quand on a comme nous le privilège de vivre dans un pays où la liberté d'expression est encore respectée. Ceci dit, le dramaturge Philippe Destouches – dans sa pièce de théâtre « *L'École des femmes* » écrite en 1731 – nous rappelait déjà que « *La critique est aisée, mais l'art difficile* ». Participer au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque n'est pas une sinécure. Il y faut mettre du cœur et de la patience ! Mais si l'arbre qui tombe fait grand bruit... toute la forêt qui pousse est silencieuse.

Une des membres de L'Essor – Mireille Grosjean – était à Samarcande. Elle s'y est adressée à l'Assemblée et a témoigné, à son retour, avoir rencontré là-bas et fait connaissance avec des gens sincères, engagés et courageux, qui ont collaboré et échangé utilement en matière d'éducation, de sciences et pour le respect des cultures. Ce qu'on ne voit évidemment pas à moins d'y participer soi-même, c'est tout le travail qui se fait malgré tout dans ces rencontres internationales – en amont et en aval – et le plus souvent loin des micros. Plusieurs en reviennent avec un moral neuf. C'est aussi ça, une forêt humaine, qui croît.

Initiatives fédérales balayées

Deux initiatives populaires étaient soumises au vote du peuple suisse le 30 novembre dernier. Elles ont toutes deux été littéralement balayées par les électeur-trice-s.

La première, « *Pour une Suisse qui s'engage* » (initiative service citoyen), a été refusée par 84,1 % des voix et par tous les cantons. Les citoyennes et citoyens de ce pays ont ainsi clairement démontré être opposé-e-s à contraindre les femmes à effectuer un service citoyen qui avait davantage le goût du service militaire que du service civil.

La seconde, « *Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement* » (initiative pour l'avenir) a été refusée par 78,3 % du corps électoral et également par

tous les cantons. Elle visait à ce que les héritages, à partir de 50 millions de francs, soient attribués de moitié à l'État pour alimenter un fonds destiné à lutter contre le réchauffement climatique, considérant que les plus fortunés polluaient davantage que les moins bien lotis.

Les cantons de Bâle-Ville, de Genève et de Neuchâtel ont été les seuls à voter à plus de 20 % pour l'initiative. On peut regretter le résultat dans la mesure où l'opinion de l'électorat a été complètement faussée par la menace du départ à l'étranger des 300 personnes concernées. Une fois de plus, malheureusement, le chantage a payé !

– RCy